L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

Bureaux, No 73 rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLEANS.

JEUDI 5 DECEMBRE 1878.

FRANCE.

L'ELECTION DE FOURTOU.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

Séance du 28 Novembre.

(Suite.)

(Voir *l'Abeille d'hier.*)

M. le garde des sceaux, président du conseil. Le gouvernement n'est toujours imposé la loi de ne prendre aucune part à la vérification de nos pouvoirs. Il reconnaissait que la Constitution vous donnait exclusivement le droit de vérifier les pouvoirs des membres de la Chambre et que le pouvoir exécutif n'avait aucune action à exercer, aucun parti à prendre, sur la validation ou l'invalidation de l'un des vôtres collègues.

Nous nous sommes donc abstenus; je me suis abstenu encore, et, pour dire vrai, je vais le faire dans l'élection du troisième prépinant, car, dans ce que la vote dire, il n'y aura pas un mot d'accusation contre cette élection. Cela me m'importe pas; c'est au rapporteur à répondre; je veux rester fidèle jusqu'au bout—et nous approchons de la fin (Rires et applaudissements à gauche)—à notre programme.

Est-ce donc que je viens défendre le gouvernement contre les attaques qu'à la fin de son discours M. de Fourtou lui a adressées.

Depuis longtemps, les organes du parti auquel il appartient annoncent des interpellations diverses, et les attaques les plus violentes sont annoncées. Je me suis rendre religieusement au Sénat, attendant qu'on me demandât de consentir à une interpellation. (Applaudissements et rires à gauche.)

M. Hamélines—Votre critique du 16 mai est parfaitement fondée: il est d'une faiblesse désespérante. (Bruit.—Rires à gauche.)

M. le président du conseil.—M. Hamélines, vous êtes d'autant plus cruel pour le Sénat, que vous pouviez nous adresser ici cette interpellation. (Rires à gauche.)

Je me rendrai au Sénat avec la même exactitude jusqu'au 5 janvier, j'attendrai les questions et j'y répondrai, je demanderai le vote du Sénat sur les interpellations, et mes collègues le feront avec moi, aucune menace ne nous a un moment intimidés.

Mais, à la fin d'une discussion d'élection, après s'être défendu lui-même, M. de Fourtou a jugé à propos de jeter un coup-d'œil sur l'administration du 16 décembre, d'examiner par mode de remarque et de nous trouver tous les torts que l'opinion publique lui a reprochés à lui-même. (Applaudissements à gauche.)

Permettez-moi de ne pas être complice de ce détournement absolu d'une question que vous avez seuls à résoudre.

Nous ne voulons pas, d'abord, mêler nos actes avec les actes du 16 Mai. (Applaudissements à gauche.) Nous demandons à être jugés séparément et solennel. (Applaudissements.) Vous aurez à juger de nous interpeller quand vous voudrez et de soumettre notre conduite au jugement de la Chambre.

M. Hamélines.—J'ai demandé deux fois à interpeller et personne ne m'a répondu.

M. le garde des sceaux.—Nous nous exprimerons quand vous voudrez. (Très bien! très bien!)

M. de Fourtou, en finissant, a fait un programme à l'adresse des électeurs du 5 janvier; nous ne demandons pas mieux que d'avoir à répondre à des interpellations pareilles et de faire, nous aussi, notre programme. Mettez-nous en mesure de le faire à la tribune, et nous sommes disposés à vous y suivre. (Applaudissements à gauche.) Mais, dans une discussion qui nous engage, vous venez isoler des accusations contre le ministère qui ne peut pas être en cause. (Très bien! très bien!)

Je ne réponds pas à la longue partie de ce discours qui voudrait être un acte d'accusation. Lorsque vous qu'il sort besoin de démontrer que nous sommes fidèles à notre principe?

Vous parlez d'élections faites par le ministère officiel: citez-en une seule!

M. Cunéo d'Ornano. Celle de la Rochelle.

M. le garde des sceaux. Je remercie M. Cunéo d'Ornano de me fournir cette occasion de dire que je ne me sais pas un seul jour, mêlé de cette élection. Voilà ce qui est arrivé.

Pendant les élections antérieures, j'étais dans le département; je voyais ce qui s'y passait, les indignes révocations ....(Applaudissements.) qui étaient mon mandat, les maires les plus honorables qui étaient frappés. Alors j'ai écrit la lettre dans laquelle j'ai exprimé en six lignes l'indignation que m'a causée tout ce que je voyais. (Longs applaudissements.)

Est-ce une faute, et je ne m'en plains pas, si, pour l'élection qui a eu lieu à une époque postérieure, on a imprimé et mis sous les yeux des électeurs ce que me commentaire n'avait dit d'écrire? (Applaudissements.) Je remercie M. Cunéo d'Ornano de son interruption. Voilà le moyens de candidature officielle que vous employons.

Je n'ai pas besoin de répondre en ce qui concerne les révocations en général, mais je dois dire un mot de celles qui ont atteint des juges de paix. Si M. de Fourtou avait étudié la question, de près, et, partisan comme il est des enquêtes contradictoires (Rires), il était venu demander des renseignements, je lui aurais montré ce qu'étaient les plupart des juges de paix qui ont été révoqués ou déplacés.

D'excellents magistrats que j'avais nommés quatre ans avant avaient été révoqués sur le simple soupçon d'influence politique. En revenant au ministère, est-ce que je pouvais prendre les nouveaux nommés à ces anciens magistrats?

Parmi toujours recommandé aux juges de paix de s'abstenir de toute immixtion dans les luttes politiques. Pendant le 24 mai comme pendant le 16 Mai, on a fait tous mes efforts pour rester ces instructions. (Applaudissements.)

Aux reproches de fraude électorale, de candidature officielle, de révocation de fonctionnaires, je n'ai en ce moment, je le répète, qu'une réponse à faire: Nous avons été fidèles à nos principes, au programme que nous nous sommes tracé; nous y resterons fidèles.

Quand on voudra que nous nous expliquions sur les détails, nous déposerons que les faits ne sont pas fondés. On nous a dit que nous avions promis la prospérité publique et que celle-ci n'éclatait pas au grand jour. Mais nous ne répondons pas.....

A droite. Ah! ah!

M. le président du conseil. Je vais donc répondre à ces mouvements quelques choses.... (Rires.) Nous ne répondons ni des intempéries, ni des mauvaises récoltes, ni des conséquences désastreuses d'une grande guerre engagée au loin et à laquelle nous sommes restés étrangers.

Nous avons fait tout ce que pouvait la sagesse humaine; mais ce n'est pas à nous à distribuer le soleil et la pluie.

Ce que, gouvernement, nous devons faire, c'est assurer à chacun la liberté du travail; c'est pourvoir, dans les mauvais jours, aux moyens d'assistance, afin de porter secours au malheur. Nous n'y vous pas failli à ce devoir. (Très bien! très bien!)

Nous n'irons pas au-delà de ce qui est possible à un gouvernement honnête, mais le devoir d'un gouvernement, nous le remplirons toujours complètement.

M. de Fourtou nous a demandé quels sont les principes du gouvernement. Je vais les lui dire, et, il y a quelques années, il les eût compris aussi bien que moi. (Applaudissements.)

En débutant, il y a des représentants de la dictature impériale avec toutes ses conséquences, des représentants du régime traditionnel avec les visitées monarchiques; s'ils n'étaient obligés de se mettre en dehors du gouvernement du pays, je dirais qu'ils ont raison de défendre leurs principes.

Mais vous qui me demandez ce que nous représentons, voulez-vous bien me dire quelle opinion vous représentez? (Rires et applaudissements prolongés.)

Il y a dans nos Chambres et dans la presse un parti sans nom, auquel il est impossible de trouver un nom. Ce parti avec des obstacles ardents à tout gouvernement, et qui en ordonnait à l'empire et à une monarchie Restauration, comme à la République. Voilà le parti auquel, à mon avis, appartient l'honorable M. de Fourtou. (Bravos répétés et longs applaudissements.)

Quant à nous, nous disons sincèrement ce que nous sommes: nous sommes les représentants des principes libéraux qui, depuis 1814, ont inscrit toujours leur drapeau dans nos Assemblées jusqu'en 1851 et quelquefois depuis; nous adoptons ces principes libéraux le gouvernement républicain avec les formes que lui a données la Constitution de 1875.

Nous sommes des républicains libéraux qui maintenons la même énergie à défendre la politique de la République et, sur tous les points, les principes libéraux auxquels nous avons consacré toute notre vie. (Bravos répétés et applaudissements prolongés.)

M. le président du conseil, de retour à son banc, reçoit les félicitations d'un grand nombre de députés.)

M. Pequet, rapporteur, dit qu'il n'a rien à ajouter à ce qu'a répondu M. le président du conseil et à ce qu'a fait remarquer le rapporteur. Après avoir signalé devant le tribunal la responsabilité du *Bulletin des Communes*, M. de Fourtou décline aujourd'hui la compétence de la commission d'enquête, mais la Chambre n'accordera pas ce nouveau déclinatoire qu'on ne prétexta pas aux désirs de l'action infâme du 16 Mai, qui voudrait sans doute être jugé par le tribunal de Ribérac qu'il a pu composer à son gré. (Applaudissements à gauche.)

Les conclusions de la commission d'enquête sont mises aux voix et adoptées.

L'élection est invalidée.

CHRONIQUE DE LA VILLE.

Nouvelle-Orléans, 5 décembre.

Temps clair ou partiellement couvert, vents variables, principalement du nord, température stationnaire ou plus basse.

Température du 4 Décembre 1878.

Thermomètre de C. Durameil, Opticien Fahrenheit. Centigrade

6 h. du matin..... 46 7
Midi..... 65 18
3 P.M..... 67 19
6 P.M..... 60 17

Théâtre des Variétés.—Le juge-président de notre Cour Suprême, M. T. Manning, prononcera ce soir, au théâtre des Variétés, un discours pour remercier de la part de notre communauté, le peuple américain tout entier de la générosité et de la sympathie dont il nous a donné des preuves magnifiques lors de notre cruelle épreuve. Le public, sans distinction de sexe, est invité à aller entendre l'éloquent orateur.

Contestation pour la place de Shérif criminel.—M. Mayer, ville de Marigny a adressé à la Sixième Cour de District, contre M. John Fitzpatrick, une pétition où il représente que le 5 novembre dernier, le pétitionnaire fut candidat sur deux et trois listes pour la place de shérif-criminel, qu'il avait pour concurrent John Fitzpatrick, candidat sur la liste démocratique; que le 12 novembre le shérif civil, caisse officier de retour, publia les relevés électoraux faits par lui et que suivant ces relevés, il est établi que le nombre des votes comptés par lui fut comme suit: 13,770 votes pour le pétitionnaire et 13,675 pour le dit Fitzpatrick, constatant pour ce dernier une majorité de 2,105 sur un total de 29,646 ballottes, tandis que la vérité est qu'un beaucoup plus grand nombre de votes que celui qui figure dans les retours, fut donné au pétitionnaire.

Ce dernier allègue que beaucoup de citoyens ont été privés du droit de voter par le commissaire d'élection; qu'un grand nombre de votes pour lui n'ont été comptés; qu'on a permis aux mêmes individus de voter plusieurs fois pour Fitzpatrick et que les retours publiés sont faux et frauduleux.

Que J. Octave Landry, enregistreur des votants, entra avant l'élection dans une conspiration criminelle et qu'en abusant de son pouvoir il a délivré nombre de certificats d'enregistrement faux et illégaux, afin d'obtenir l'élection de certains candidats de la liste démocratique, parmi lesquels était John Fitzpatrick.

La pétition implique dans ces fraudes Luke Fleming, James Doherty, J. Haddigan, H. Maguire, J. Cole, Mike Fanning, John Fitzgerald, Barry Regan, John Donovan, Lawrence Parker et d'autres.

Le pétitionnaire, en conséquence, sollicite un jugement déclarant qu'il a été dûment élu à la place de shérif criminel, et qu'il a droit à la dite place.

Nouveaux officiers.—Le recorder M. J. Sheehan a prêté serment hier devant M. D. Arroyo, assistant-secrétaire d'Etat. Le gouverneur ne remettra au Sénat Sheehan en commission que 30 jours après l'élection, mais il n'en peut pas moins exercer les fonctions de sa place et son certificat de prestation de serment lui donne droit au salaire à partir du même jour.

MM. Henry de Rassé et J. T. Markey ont été également assermentés comme coroners hier matin.

L'enquête du Congrès. — Il faut ajouter foi à la dépêche que le télégraphe nous a transmise hier matin. Nous sommes menacés d'une suite de l'enquête de l'été dernier — c'est-à-dire qu'un certain nombre de représentants démocrates et républicains, accompagnés de sergents d'armes, de sténographes, de rapporteurs et de greffiers, vont débarquer, au moment où le mauvais temps, qu'on s'y attendra le moins, à l'Hôtel St-Charles en tout autre magnifique établissement de ce genre, et là, assignerons sous bannis de témoins de tous les âges, de toutes les conditions, de toutes les classes, de tous les partis.

A juger de l'avenir par le passé — et nous le connaissons bien, ce passé — les dépositions, à quelques rares exceptions près, auront d'une longueur désespérante, soulèveront, entre les membres des deux partis, des altercations peu édifiantes, amèneront cet scandaleux pugilats auxquels le pays entier déplorera comme il en a déjà tant déploré.

Espérons!

Quel sera le résultat de ces interroga toires dont on nous promet la queue?

Quoi a été cette fois des enquêtes précédentes?

Les fraudes inouïes qui ont été constatées prouvées, dans notre ville, à New-York, à Washington et ailleurs, ont-elles fait rougir les coupables?

Ont-elles empêché M. Hayes d'occuper le fauteuil de président?

Ont-elles empêché les autorités fédérales de récompenser les bons amis?

Ont-elles empêché les radicaux de triompher aux dernières élections du Nord?

Il est à craindre que les hommes sérieux ne soupçonnent messieurs les représentants, mais de vouloir s'éloigner des glaces, des neiges et de la boue de la capitale pour venir se réchauffer au splendide soleil de la métropole du Sud, afin d'éprouver un invincible besoin de notoriété, soit de désirer, par malice, infliger des travaux dévastateurs et inutiles aux pourteurs, d'énormes frais de composition aux propriétaires des journaux quotidiens.

Paragraphes.—D'après les statistiques qui servirent de base à une autre loi sur les licences, il y a, dans notre ville, deux cents neuf tavernes et six cent quatre épiceries où le citoyen altéré peut demander un verre de liquide quelconque.

—Le nouveau canal est fort bon; trois steamers et des goélettes y sont échoués.

—Nous apprenons que le chemin de fer que construit la compagnie Morgan et qui doit relier notre Est en Texas, atteindra Orange dans dix-huit mois.

—M. Buell, correspondant du *Democrat*, à Washington, ignore si M. Hayes se contentera de l'exécution de M. Hahn et réservera le même sort au *marshal*, M. Jack Wharton.

—L'administrateur Meallie croit qu'une police composée de trois cents hommes qui moyennant chacun, régulièrement, de soixante-dix à soixante-quinze dollars par mois, serait plus utile à la parfaitement comme il est des enquêtes contradictoires (Rires), il était venu demander des renseignements, je lui aurais montré ce qu'étaient les plupart des juges de paix qui ont été révoqués ou déplacés.

D'excellents magistrats que j'avais nommés quatre ans avant avaient été révoqués sur le simple soupçon d'influence politique. En revenant au ministère, est-ce que je pouvais prendre les nouveaux nommés à ces anciens magistrats?

Paroli toujours recommandé aux juges de paix de s'abstenir de toute immixtion dans les luttes politiques. Pendant le 24 mai comme pendant le 16 Mai, on a fait tous mes efforts pour rester ces instructions. (Applaudissements.)

Aux reproches de fraude électorale, de candidature officielle, de révocation de fonctionnaires, je n'ai en ce moment, je le répète, qu'une réponse à faire: Nous avons été fidèles à nos principes, au programme que nous nous sommes tracé; nous y resterons fidèles.

Quand on voudra que nous nous expliquions sur les détails, nous déposerons que les faits ne sont pas fondés. On nous a dit que nous avions promis la prospérité publique et que celle-ci n'éclatait pas au grand jour. Mais nous ne répondons pas.....

A droite. Ah! ah!

M. le président du conseil. Je vais donc répondre à ces mouvements quelques choses.... (Rires.) Nous ne répondons ni des intempéries, ni des mauvaises récoltes, ni des conséquences désastreuses d'une grande guerre engagée au loin et à laquelle nous sommes restés étrangers.

Nous avons fait tout ce que pouvait la sagesse humaine; mais ce n'est pas à nous à distribuer le soleil et la pluie.

Ce que, gouvernement, nous devons faire, c'est assurer à chacun la liberté du travail; c'est pourvoir, dans les mauvais jours, aux moyens d'assistance, afin de porter secours au malheur. Nous n'y vous pas failli à ce devoir. (Très bien! très bien!)

Nous n'irons pas au-delà de ce qui est possible à un gouvernement honnête, mais le devoir d'un gouvernement, nous le remplirons toujours complètement.

M. de Fourtou nous a demandé quels sont les principes du gouvernement. Je vais les lui dire, et, il y a quelques années, il les eût compris aussi bien que moi. (Applaudissements.)

En débutant, il y a des représentants de la dictature impériale avec toutes ses conséquences, des représentants du régime traditionnel avec les visitées monarchiques; s'ils n'étaient obligés de se mettre en dehors du gouvernement du pays, je dirais qu'ils ont raison de défendre leurs principes.

Mais vous qui me demandez ce que nous représentons, voulez-vous bien me dire quelle opinion vous représentez? (Rires et applaudissements prolongés.)

Il y a dans nos Chambres et dans la presse un parti sans nom, auquel il est impossible de trouver un nom. Ce parti avec des obstacles ardents à tout gouvernement, et qui en ordonnait à l'empire et à une monarchie Restauration, comme à la République. Voilà le parti auquel, à mon avis, appartient l'honorable M. de Fourtou. (Bravos répétés et longs applaudissements.)

Quant à nous, nous disons sincèrement ce que nous sommes: nous sommes les représentants des principes libéraux qui, depuis 1814, ont inscrit toujours leur drapeau dans nos Assemblées jusqu'en 1851 et quelquefois depuis; nous adoptons ces principes libéraux le gouvernement républicain avec les formes que lui a données la Constitution de 1875.

Nous sommes des républicains libéraux qui maintenons la même énergie à défendre la politique de la République et, sur tous les points, les principes libéraux auxquels nous avons consacré toute notre vie. (Bravos répétés et applaudissements prolongés.)

M. le président du conseil, de retour à son banc, reçoit les félicitations d'un grand nombre de députés.)

M. Pequet, rapporteur, dit qu'il n'a rien à ajouter à ce qu'a répondu M. le président du conseil et à ce qu'a fait remarquer le rapporteur. Après avoir signalé

Nouvelles de Washington. — Les nouvelles particulières reçues de Washington, depuis la réunion du Congrès ne sont pas de nature à calmer l'effervescence qui règne, depuis près de quinze jours, dans les cercles et parmi les citoyens dont le quartier général est établi à la douane.

La guillotine de M. Hayes, en expectant, pour des sphères plus tranquilles, un des sacheux fédéraux — M. Michael Hahn— a éveillé plus de craintes et fait naître plus d'espérances qu'on ne saurait le croire.

Les pairs dont jouissaient les éminents féodaux à l'ombre du drapeau national, a fui la bâtisse en granit.

Ceux qui ne voulaient pas admettre la possibilité de changements depuis les assurances de stabilité que leur avait données M. Thomas C. Anderson, tremblent lorsqu'ils parcourent les dépêches.

Le vieux *flag* s'agite au-dessus de têtes qui, demain peut-être, tomberont dans le panier.

Il y sera probablement, d'ici à peu de jours, de pourveux désastres politiques à annoncer et de grandes infortunes à consoler.

Pardonez le jeu de mots.

La ville contre un de ses fonctionnaires.—Le Conseil Municipal a siégé hier au tribunal de justice et a cité le juge S. J. N. Smith de la première cour municipale, pour infidélité dans l'exercice de ses fonctions.

M. Smith, on le sait, n'a rien voté dans le cours de la ville, depuis le 4 septembre dernier, des sommes payées pour ce dont nous forme d'amendes; il a donc enfreint la loi qui exige un versement quotidien, et c'est cette offense qui a donné lieu au procès qui fait le sujet de ces lignes.

A midi, la maire et les administrateurs, réunis dans la salle des délibérations du Conseil, ont ouvert la séance en invitant l'avocat de la ville à entamer les poursuites contre le prévenu.

Le maire a dit à ses collègues que M. Smith était venu la veille le prier de l'excuser de ne pouvoir comparaître devant le Conseil, étant cité à comparaître, ce même jour, devant plusieurs cours de district.

La séance alors a été levée jusqu'à 4 heures de l'après-midi, afin de permettre au prévenu de se défendre.

De la séance, M. Smith ne répondant pas à l'appel de son nom, l'affaire a été instruite, et le prévenu, trouvé coupable, a été condamné. Avant la clôture de l'audience, une communication de M. Smith a été lue dans laquelle il informe le Conseil qu'il a cédé le fauteuil de sa cour à son successeur M. J. Sheahan dûment qualifié. La destitution de M. Smith devenant nulle par ce fait, le maire a été chargé de proférer une amende contre l'ex-juge et de la faire traduire devant le Grand Jury. Rira bien, qui rira le dernier.

Education Publique.—Les membres du Bureau des Ecoles Publiques et Gratuites ont tenu, hier soir, leur séance mensuelle sous la présidence de M. J. Guthrie en l'absence de M. T. J. Semmes.

Pas de rapport du surintendant.

M. Semmes, trésorier du Bureau, ayant rempli les formalités prescrites par la loi en fournissant une caution et se faisant assermenter, a soumis son rapport sur la perception de la taxe d'école qui accuse les chiffres suivants: Octobre 1878, $1357.36; novembre, $2093.93.

Les comités dits: *visiting committees* ont tous exprimé leur satisfaction à l'égard des écoles; l'ordre et la discipline qui y règnent étant irréprochables.

M. Collins, en sa qualité de chef du comité de finances, a présenté le budget des dépenses des écoles pour l'année à venir, budget ainsi fait:

Traitements des professeurs.....	$193,745
Portiers.....	14,620
Loyers.....	12,384
Bureau du Surintendant.....	1,200
Trésorier.....	1,200
Secrétaire.....	2,400
Divers.....	1,800
Impressions.....	2,500
Combustible.....	2,500
Sanitaire.....	850
Réparations.....	3,000
Réparations.....	1,200
Meubles et réparations.....	4,000
Total.....	$244,368

L'adoption du budget a été renvoyée à une date prochaine. Un comité composé de MM. Handy, Farrington et Conley, a été adjoint au comité des finances avec mission de réviser le budget et d'en bien arrêter les chiffres.

Deux leçons de division ont été faites: Pense de M. Schumacher, l'autre de M. Semmes. Sur la proposition de M. Barclay, un comité a été désigné et chargé d'aller trouver ces messieurs pour les engager de la part de tous les membres du bureau à rédiger leurs leçons.

M. Mitchell a proposé un mémoire pour professeurs privant le Bureau de voulait bien fermer les écoles une semaine dans l'été cette année que les années précédentes, au mois de décembre, afin qu'ils aient complètement le temps de faire les préparatifs d'une démarche auprès de la Législature à l'effet d'obtenir une augmentation de l'allocation annuelle faite pour le maintien des écoles publiques.

Deux ou trois désistements de professeurs ont été reçus et portent les nominations faites.

Dans un but d'économie, la suppression de l'école de Milneburg a été demandée, mais M. Seaman a fait connaître et publiquement combattu cette mesure.

Plusieurs questions d'une importance secondaire ont été débattues après quoi, le Bureau s'est siégé à huit clos.

FRANCE ET ITALIE.—Le président de la République a adressé le télégramme suivant à S. M. le roi d'Italie:

Paris, 17 novembre.

A S. M. le roi d'Italie,

Je m'empresse de transmettre à Votre Majesté mes plus vives félicitations et mes plus chaleureux félicitations d'avoir échappé à l'horrible attentat commis sur sa personne.

Signé: MARÉCHAL DE MAC-MAHON.

De son côté, le ministre des affaires étrangères a transmit, le même jour, à l'ambassadeur de France à Rome le télégramme suivant:

Le président de la République a adressé directement et personnellement ses félicitations au roi Humbert, à l'occasion de l'attentat auquel Sa Majesté vient d'échapper.

Veuillez, de votre côté, faire parvenir jusqu'au roi d'Italie l'expression de la profonde satisfaction et des sympathies ses sympathies du gouvernement de la gais tout entier. Félicitez, en mon nom, le président du conseil qui a couru un grand danger et qui a fait preuve d'un rare sangfroid.

Le Journal officiel publie les discours qui ont été prononcés à l'occasion de la clôture de l'Exposition universelle. Nous signalons particulièrement heureux, et empreint où un crime odieux vient de sont trister tout ce qu'il y a d'honnêtes de cœur dans la république.

—Le tribunal de police correctionnelle de Rouen a condamné un manufacturier, M. Crépet, qui, le 9 novembre, avait frappé M. Hardouin, avocat, à l'occasion de certain passage d'une plaidoirie contre lui—à six mois de prison, 500 francs d'amende et aux dépens.

M. Crépet avait, cependant, de nombreux témoignages d'avoir cédé à un mouvement irréfléchi de colère.

DÉPÊCHES Télégraphiques

TRANSMISES A L'ABEILLE.

NOUVELLES ETRANGÈRES.

L'empereur Guillaume prend les rênes du gouvernement. — **Expulsions d'Espagne.—Opposition au brevet que demande Edison en Angleterre.—Les réserves autrichiennes.—Le budget à la Chambre des députés à Versailles.**

Londres, 4. — L'empereur, ayant son entrée à Berlin, signera un décret autorisant qu'il reprend les rênes du gouvernement.

Les personnes arrêtées dans le nord de l'Espagne doivent être transportées, en vertu de l'état de siège, que le gouvernement a l'intention de prolonger dans cette partie du pays.

En Angleterre opposition a été faite à ce qu'il soit accordé un brevet à Edison pour son invention de la lumière électrique.

Les Anglaterre opposition a été faite à ce qu'il soit accordé un brevet à Edison pour son invention de la lumière électrique.

M. Edmunds, (Vt.) annonce que mardi prochain, il demandera au Sénat de s'occuper du projet ayant pour but d'amender certaines clauses du chapitre 1, titre 3, des Statuts Révisés des Etats-Unis, relatives aux élections présidentielles et réglementant le compte des votes pour le Président et le Vice-Président et déclarant certaines questions soulevées par le sujet. Il espère que les sénateurs voudront bien examiner et prendre en considération le projet.

A 12h. 50m. le Sénat entre en séance exécutive. Les portes sont rouvertes à 1h. 10m. et le Sénat s'ajourne.

Chambre.

Le représentant Southard, de l'Ohio, fera prochainement son rapport sur le projet de loi réglant le compte des votes électoraux pour le président et le vice-président. Les principaux points du projet sont que la vérification des votes électoraux est confiée, à présent, aux deux chambres du Congrès.

Aucun retour d'Etat ne peut être annulé que par le vote des deux chambres. S'il y a deux retours ou davantage, un seul sera admis et compté suivant le vote de la majorité des deux chambres réunies. Le comité fera tous ses efforts pour arriver à un règlement de la question pendant la session actuelle.

M. Saulbury, déms., présente un projet retirant au rachat des notes des Etats-Unis—renvoyé au comité des finances. Il autorise le secrétaire du trésor à racheter les notes légal tenders, comme il est stipulé dans le bill adopté dans la dernière session, et payer 75 pour cent du montant en or et 25 pour cent en dollars d'argent.

L'orateur annonce que la première affaire qui sera présentée est la prise en considération du projet de l'indemnité de Genève dont le comité judiciaire avait présenté le rapport à la dernière session.

Sur motion de M. Knott, du Kentucky, la prise en considération est renvoyée à mardi prochain.

M. Wood, (N. Y.) présente une résolution demandant au secrétaire d'Etat et au maître général des postes, communiquer toutes les informations reçues par eux, depuis la dernière session, relativement aux relations commerciales et postales entre les Etats-Unis et les contrées du sud de l'Amérique. *Adopté.*

Un projet établissement une communication Hot Springs, et dans lequel cet inséré, sur motion de M. Hewett, (N. Y.) une clause pour le maintien de bains gratuits pour les indigents, est adopté puis la Chambre s'ajourne.

Le comité Potter.

Washington, 3—Le comité Potter déclarera probablement demain jusqu'à quel point il poussera l'audition des témoignages. Les membres démocrates ont pu plusieurs conférences particulières sur ce sujet, mais n'ont absolument rien conclu. Les républicains attendent la décision de la majorité pour agir. M. Hewitt terminera à la première occasion le témoignage qu'il avait déjà commencé à Atlantic City et qui a été interrompu par la maladie.

Accident à l'Hon. A. Stephens.

Washington, 4 — L'hon. Alex. Stephens, en montant le perron du palais de l'entrée est du capitole, qui conduit à la Chambre des Représentants a fait hier l'objet d'un sérieux accident. Les degrés étaient humides, les semelles glissaient, il serait tombé sur la face si son domestique ne l'eut contenu. Il n'a reçu qu'une contusion douloureuse à la jambe gauche; il sera forcé de garder la chambre quelques jours.

Le dollar d'argent.

Washington, 4—Le secrétaire Sherman a reçu de San-Francisco une offre de $1,000,000 de dollars de commerce vendu de la Chine et livrables dans les 60 jours. Il a répondu que les dollars de commerce seraient achetés comme lingots sur offres, tous les mercredis, et qu'il ne serait fait de préférence pour aucune sorte de lingots, de quelconque qu'il soit. Certains spéculateurs vendraient favorisé le lingot d'argent sous forme de dollars pour payer par la Chine aux dépends du lingot qui se trouve entre les mains de nos mineurs.

Le montant total des dollars d'argent frappés est de $35,932,350; le montant exporté est de $25,815,910; les dollars chinois qui font retour ne pas peut excéder 6 millions. Il s'ensuit comme les autres 666 frappés pour l'exportation, mais ils furent mis en circulation, quand ils pourront s'être des legal tenders.

Nouvelle journée de représentations.

Washington, 4—Le Président a envoyé une nouvelle fournée de nominations au Sénat, elles ont été presque toutes faites pendant la vacance du Congrès.

Transfert du bureau indien.

Washington, 4—Dans le comité chargé d'étudier la question du transfert du bureau indien, cet été nommé Wells le Dr Barrow, président des commissaires du bureau, et E. M. Kimbley membre de ce bureau. Tous deux se sont fortement opposés au transfert.

Il n'est pas avantageux aux Indiens d'être gouvernementaux. L'agence pour d'anciens bons fonctionnaires, progrès de civilisation parmi les Indiens. Le secrétaire Schurz et le commissaire Hoyt donneront leur avis vendredi.

New Haven, Conn., 4—Le parti républicain vient de remporter une victoire hier, à New Haven.

Cincinnati, 4—Il se commence une croisade à Cincinnati contre les amusements du dimanche.

Préparatifs pour de brillantes réceptions à Grant.

New York, 4. — Le Times de Boston dit que l'on fait dans les villes du l'Est des préparatifs pour faire au général Grant une série de brillantes réceptions, à son retour d'Europe. Il arrivera par la ligne américaine à Philadelphie. Si le programme actuel est mis à exécution, il aura une simple bienvenue, il se dirigera directement sur Boston pour assister à la première réception.

On affirme que l'on veut mettre de côté toute question politique et donner à cette réception un caractère complètement étranger aux affaires de parti. Des personnes notables prennent part au mouvement, qui sont des anti-grantistes reconnus. On lui aurait donné à Boston auquel sera invité le marquis de Lorne ainsi que la princesse Louise. Ce sera en outre une occasion pour chacun de remercier le général Grant son propre pays. La seconde réception aura lieu à New York, la troisième à Philadelphie.

Message du gouverneur de la Virginie.

Richmond, 4.—Les deux Chambres se sont assemblées aujourd'hui. On a discuté la question de savoir si cette réunion de l'assemblée générale était une session biennale conformément à la loi votée la session dernière ou une session extraordinaire suivant la proclamation lancée par le gouverneur, le major Kemper. Le gouverneur dit lui-même qu'il a agi de la sorte, dans le doute où il était de la légalité de la session présente.

Le message du gouverneur est consacré tout entier à la discussion de la dette d'Etat: il dit qu'il n'y a pas d'hommes si ce corps politique qui puisse contrevenir au compromis favorisé la république, il demande que l'on travaille d'un commun accord à régler cette question et à rétablir le crédit et la propriété publics.

Il y a deux voies ouvertes pour arriver à un règlement honorable: 1° adoption des impôts; 2° arrangement honnête et à l'amiable avec les créanciers.

La répudiation ou un règlement forcé amènerait la ruine. Quant à l'augmentation de l'impôt, elle peut provoquer des souffrances momentanées; mais elle aura pour résultat définitif la prospérité et la paix.

Incendie de prairies.

Deadwood, 2—L'incendie des prairies qui sévissait à Crook-Cooks de Crook City vers l'est a dévoré tout le foin qui avait été coupé et mis en meule pour l'usage du pays militaire de Bear Butte. Les quartiers militaires ont failli être la proie des flammes. De nombreuses fermes autour de Stergus City ont été détruites. Heureusement une légère pluie a mis fin aux ravages du feu.

Marchés Etrangers.

Paris, 4, midi — Rentes, 112 fr. et 47 centimes.

Berlin, 4—Les espèces ont augmenté de 799,000 marcs.

Liverpool, 4, 1:30 P. M.—Ventes de coton américain, 8,000 balles. Futurs, Uplands, sur la base de low middling, livraison décembre 5 3/32 d., janvier et février 5 3/32 d.

Liverpool, 4, midi.—Coton, lourd. Middling Uplands 5 3/16d. Middling Orleans 5 5/8d. Ventes 8000; pour la spéculation et l'exportation 1000. Recettes 16,300, toutes américaines. Futurs, 1/32d partiellement plus bas. Uplands low middling clause. A livrer, décembre et janvier 5 7/16d, janvier et février 5 1/16d, mars et avril 5 5/32d, avril et mai 5 3/16d, mai et juin 5 1/4d, juin et juillet 5 1/32d. Embarqué en janvier et février, par voilier 5 5/32d.

Londres, 4, midi—Consols, comptant 94 3/16, à terme 94 1/16. Erie 18 3/4, taux des rtes 4 7/16.

Liverpool, 4, 2 P M—Uplands sur la base du Low Middling, livraison en février et mars 5 1/16d, avril et mai 5 7/32d, nouvelle récolte, expédiée en novembre par voilier, 5 1/8d.

Argent. Stocks. Etc.

New York, 4.—L'or a ouvert à 1/4.

New York, 4, soir. — Argent 21/2 à 3, change 481, or 100 1/4. Gouvernements fermes, nouveaux 5's 106 1/8 Bons d'Etat lourds.

Marchés américains.

New York, 4 —Coton, facile; ventes 4,325 balles. Middling upland 9 3/16, middling orléans 9 7/16. Recettes nettes d'aujourd'hui 23,532. Exporté pour la Grande Bretagne 5,014, pour France 3,397, pour le Continent 2,800.

New York, 4 — Coton, recettes nettes 1,028; brutes 6,981. Futures fermes à la clôture. Ventes 56,000. Décembre 9,15, janvier 9,23, février 9,34 à 9,35, mars 9,46 à 9,47, avril 9,58 à 9,59, mai 9,70 à 9,71, juin 9,81 à 9,82, juillet 9,90, août 9,94 à 9,96.

New York, 4, midi—Stocks irrégulières, argent 3 à 3 1/2, or 100 1/4, Change long terme 481, court 485 1/2, Bons d'Etat calmes, Gouvernements calmes. Coton calme. Ventes 419 balles. Middling Orleans 9 3/16, Middling 9 7/16. A New York, 9 1/16, février 9.27, mars 9.40, avril 9.52.

Memphis, 4—Coton en bonne demande. Recettes 3,536 balles, expédiée 2,019, stock 73,141. Ventes 7900. Exportés 6,500; timerands 1,100; spéculateurs 200. Middleg 8 1/4.

Passes.

Passe du sud-ouest, 4, 6 P. M.—Temps calme. Arrivé le brick américain Antoinette Batchelder, en 47 jours de Lisbonne. Parde départs.

Port Eads, 4, 6 P. M.—Temps calme et frais. Arrivés steamship anglais Legislator, 20 jours de Liverpool. Le steamship anglais Leverrier, à 10 h. hier soir de Newport, Kentucky. Le steamship anglais Ellis, à 1:40 A M., de Marseille. Le steamship américain Lizzie Anderson, à 6:30 A. M., de Cedar Key. Le barque norvégienne Agat, 74 jours de Arendal. Le barque norvégienne Nicolas, 74 jours de Arendal. La goélette Harold E. Douglass, de Kingston, 4 jours. Parti: steamships New Orléans et Genl Whitney pour New York; Jeranos pour Liverpool, Linda pour Liverpool, Rayburn pour Rouen, et Annie Atmelia pour Brême.

FLEUVE ET RIVIERES.

Vicksburg, 4—Temps clair. Thermomètre 66. Descendant: Thomas Sherlock hier soir, Thompson Dean, à 8 h. M, Chouteau, 7 h hier soir. Montant: City of Helena, hier soir, Fargood à 8 h. A M.

Memphis, Tenn., 4—Le fleuve monte. Parti: John M. Chambers et Gen. Escher, pour la Nile-Orléans.

Memphis, Tenn., 4.—Le fleuve a monté de 5h pouces. Parti: Henry Frank pour la Nile-Orléans.

Cincinnati, 4—La rivière a 24 pieds et baisse. Pluie et neige aujourd'hui.

Pittsburg, 4.—La rivière a 9 pieds 5 pouces et est à peu près stationnaire. Légère pluie.

Cairo—Arrivés, Commonwealth et J. W. Gaston de la Nile-Orléans. Le fleuve a 24 pieds et monte. Temps clair. Mercure 38.

Louisville, 4.—La rivière baisse, 13 pieds 6 pces dans le canal. Temps couvert et froid.

St Louis, 4—Parti, Golden Gate et Susie Silver, pour la